

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION 2024
« S'unir aux jeunes contre la corruption : façonner l'intégrité de demain »

Kinshasa, le 9 décembre 2024

Le Collectif des Organisations de la Société Civile dédié au Suivi et au Contrôle des Finances Publiques et la Lutte contre la Corruption, comprenant notamment l'Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme (ASADHO), l'Observatoire de la Dépense Publique (ODEP), l'Association Congolaise pour l'Accès à la Justice (ACAJ), la Ligue Congolaise de Lutte contre la Corruption (LICOCO), AETA, la NOUVELLE SOCIÉTÉ CIVILE, INTÈGRES, RES-PUBLICA, Église du Christ au Congo (ECC), REJED et PES

La Jeunesse : Clé de Voûte dans la Lutte Contre la Corruption

En cette Journée Internationale de Lutte contre la Corruption, il est crucial de souligner que l'avenir de notre combat repose largement sur notre jeunesse. La situation actuelle, marquée par un taux de chômage alarmant chez les jeunes et un manque criant de formations professionnelles, crée un terreau fertile pour la corruption. Les jeunes, confrontés à la précarité et au manque d'opportunités, deviennent particulièrement vulnérables aux pratiques corruptives comme moyen de survie.

Le détournement des fonds destinés aux centres de formation professionnelle, comme révélé dans le rapport de l'IGF, illustre parfaitement comment la corruption actuelle compromet directement l'avenir de notre jeunesse. Cette situation crée un cercle vicieux : sans formation adéquate ni perspectives d'emploi, les jeunes risquent de perpétuer les pratiques de corruption qu'ils subissent aujourd'hui.

État des Lieux de la Gouvernance

La République Démocratique du Congo traverse actuellement une crise profonde de gouvernance qui affecte l'ensemble de ses institutions. Dans le domaine sécuritaire, la situation est particulièrement préoccupante, caractérisée par une corruption endémique dans la chaîne d'approvisionnement militaire, un trafic d'armes impliquant certains officiers, et une exploitation illégale persistante des ressources dans les zones de conflit.

Sur le plan politique et administratif, le pays souffre d'un népotisme généralisé dans les nominations aux postes clés, accompagné de détournements systématiques des fonds de fonctionnement des institutions. L'absence de reddition des comptes aggrave cette situation déjà critique.

Impact Culturel et Social

La jeunesse congolaise est plongée dans une culture d'acceptation du mal où les auteurs de détournements sont devenus des modèles admirés à cause de l'argent facile. Cette dérive morale constitue un défi majeur pour l'avenir de notre jeunesse.

Analyse des Projets Majeurs et Scandales Financiers

Le secteur des infrastructures présente de nombreux échecs notables. Le projet Inga III accumule retards et surcoûts inexplicables, tandis que le Programme des 145 territoires affiche des réalisations bien en deçà des financements alloués. D'autres projets comme les lampadaires et forage, la route Kalamba Mbuji et le projet "zéro trou" (à Kinshasa) connaissent des sorts similaires.

Dans le secteur minier, les problèmes s'accumulent avec le contrat Sicomines aux conditions défavorables, la gestion opaque des partenariats de la Gécamines, le scandale des royalties de KCC, et le détournement systématique des revenus miniers artisanaux.

Dysfonctionnements Institutionnels et Services Publics

Les institutions financières présentent des signes graves de dysfonctionnement. La Banque Centrale du Congo maintient une gestion opaque de ses réserves, tandis que le FPI, la SONAS et le FONER font l'objet de gestions douteuses des ressources publiques.

L'impact de cette corruption généralisée affecte particulièrement les services essentiels. Le secteur éducatif souffre du délabrement des universités publiques et du monnayage des notes, pendant que le secteur de la santé pâtit d'infrastructures sous-équipées et mal entretenues.

Recommandations et Plan d'Action

Pour briser ce cycle, nous proposons un programme intégré de lutte contre la corruption axée sur la jeunesse, comprenant :

- La création d'incubateurs d'entreprises jeunes dans chaque province
- L'établissement de programmes de formation professionnelle transparents
- La mise en place de mécanismes de financement pour les projets entrepreneuriaux
- L'intégration systématique des jeunes dans les organes de contrôle

Des réformes institutionnelles sont également nécessaires, notamment :

- Le retour de la patrouille financière de l'IGF
- La réforme de la justice commerciale
- La protection effective des lanceurs d'alerte
- La numérisation des paiements publics

Appel à l'Action Immédiate

Nous exigeons formellement :

1. La fin de la culture d'impunité et l'ouverture d'enquêtes sur tous les projets précités
2. La publication des audits des entreprises publiques
3. La mise en place d'une commission spéciale d'investigation
4. La restitution des biens mal acquis

Pour le collectif

Professeur MUTEBA FLORIMOND
Modérateur du collectif Et PCA ODEP

LUC LUKUSA
Secrétaire Permanent
Contact : +243 823432455/ 897580434